COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le SNESUP-FSU ne cautionne pas un simulacre de dialogue social

Le ministère a organisé mardi et mercredi trois groupes de travail de deux heures chacun auxquels il a convié vendredi dernier les organisations représentatives étudiantes et les organisations syndicales. Ces groupes avaient pour vocation de recueillir nos avis sur les manières d'appliquer les récentes annonces du Premier ministre. Ils devaient traiter de trois domaines : les bourses sur critères sociaux, les nouvelles places ouvertes dans le supérieur et l'immobilier. Sur chacun de ces domaines, les organisations étaient appelées à répondre à quelques questions qui devaient donner au ministère des pistes pour définir les critères pertinents et les modalités de mise en œuvre. Mission impossible et surtout inutile ! En effet, comment discuter en deux heures de critères pour partager des miettes quand l'ESR est au régime sec depuis tant d'années ? À quoi sert de discuter de modalités d'application quand la plupart des mesures proposées sont des promesses qui devront être tenues par un autre gouvernement et un autre parlement ? Refusant de servir de caution à un ministre qui clame partout avoir assuré un dialogue social « pendant plusieurs semaines » alors qu'il n'a daigné parler aux organisations syndicales qu'après les annonces du Premier ministre aux influenceurs et influenceuses, le SNESUP-FSU a décliné l'invitation. Nos propositions sont connues, nous avertissons régulièrement sur l'état alarmant de l'enseignement supérieur et de la recherche dans nos publications, dans les instances ministérielles et en particulier tous les mois au CNESER.

Les annonces du gouvernement ne sont pas à la hauteur des attentes du SNESUP-FSU. Quel que soit le domaine, c'est bien de miettes qu'il s'agit. Le nombre de places supplémentaires que le ministère s'apprête à ouvrir est bien inférieur à celui des fermetures récentes. 15 000 nouvelles places (dont 10 000 en BTS, 4 000 en IUT et 1 000 en LAS) alors que depuis deux ans, Parcoursup a perdu 53 000 places et que les candidat·es actuel·les sont celles et ceux du sommet du pic démographique (près de 10 000 naissances en plus en 2008 par rapport à 2007). Nous exigeons l'ouverture de 150 000 nouvelles places et le recrutement de 15 000 titulaires pour les encadrer. Et le ministre n'a proposé que 204 postes pour accueillir les 5 000 nouveaux étudiant·es en IUT et en LAS alors qu'il en faudrait 500. Pour le bâti, l'annonce est limitée à 200 millions en 2027 et un milliard sur trois ans – si le prochain gouvernement les maintient –, alors qu'il faudrait au total 12 milliards dont un immédiatement. Si on additionne ces mesures : 200 millions pour le bâti, 37 pour les bourses et environ 13 pour les postes, on arrive à seulement environ 250 millions pour l'ESR. C'est bien loin des besoins criants et urgents faisant l'objet des revendications des étudiant·es et des personnels qui se mobilisent par la grève et la manifestation de manière inédite depuis un mois. Tout en feignant de répondre au mouvement, le gouvernement refuse de prendre la mesure de la situation, il tourne le dos à l'Université et souhaite aujourd'hui éteindre le feu qu'il a laissé prendre et entretenu par sa brutalité avec un brumisateur : le SNESUP-FSU exige de réels moyens pour rétablir des conditions dignes pour l'enseignement supérieur et la recherche publics.

Paris, 5 novembre 2026

SNESUP-FSU – 78 rue du faubourg Saint-Denis – 75010 PARIS
Tél. : 01 44 79 96 10 – sg@snesup.fr – www.snesup.fr

U.S. F.S.U. ENGAGÉ·ES AU QUOTIDIEN